

Vaccin contre la grippe A : attention, danger !

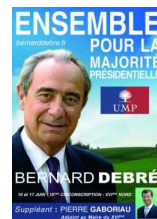
Olivier Bonnet (*)
28 septembre 2009

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/vaccin-contre-la-grippe-a-62250>



Nous avons longuement temporisé avant de nous prononcer sur le phénomène de la grippe A, nous contentant simplement jusqu'ici de pointer que la pandémie avait pour l'instant surtout contaminé... les médias (lire [Grippe mexicaine, une catastrophe médiatique et Grippe A : le foutage de gueule médiatique continu](#)). Le ridicule n'a du reste pas cessé ; à l'instant, dans le bandeau déroulant en bas de l'écran de la chaîne d'information continue i-télé, *cette brève* : " **Allemagne : premier décès "probablement" lié à la grippe A" (les guillemets à "probablement" sont d'origine). Un mort outre-Rhin, dont on n'est même pas sûr qu'il soit victime de la grippe A, vaut donc une dépêche d'actualité en France... Grotesque, quand on sait le nombre de cas mortels liés chaque année à la grippe ordinaire ! Mais venons-en au sujet de ce billet : le plan de vaccination.**

Où en est aujourd'hui la progression de la maladie ? Reportons-nous au dernier [bulletin épidémiologique du ministère](#) : "Au cours de la semaine du 14 au 20 septembre en France métropolitaine : 1 décès de malades porteurs du virus A (H1N1) 2009, 20 épisodes de cas groupés confirmés signalés. Depuis le début de l'épidémie en France : 29 décès de malades porteurs du virus A (H1N1) 2009 (dont 6 en métropole, 1 décès en Guyane, 1 en Martinique, 6 à la Réunion, 9 en Nouvelle Calédonie et 6 en Polynésie Française), 243 épisodes de cas groupés confirmés en France métropolitaine." Amusons-nous du malencontreux pluriel à "malades porteurs" quand il ne concerne qu'un cas, faute d'orthographe révélatrice : les chiffres officiels du ministère sont bien faibles. Notons aussi que le dossier consacré à la grippe saisonnière, [sur le site](#) de l'Institut national de veille sanitaire, livre des estimations du nombre de malades constatés ("entre 700 000 et 4,6 millions de personnes consultent pour syndrome grippal lors d'une épidémie de grippe. En moyenne, 2,5 millions de personnes seraient concernées chaque année"), mais aucun chiffre de décès : afin qu'on ne puisse pas comparer ? **Toujours est-il qu'en ce qui concerne la grippe A, le seuil épidémique, qui est de 90 cas pour 100 000 habitants, est bel et bien franchi** : le bulletin précité donne le chiffre de 262 cas pour 100 000 habitants.



Ce n'est pas pour autant qu'une vaccination s'impose forcément : quid de la gravité de la maladie ? Le professeur **Bernard Debré**, député UMP de Paris et membre du comité national d'éthique, avait lancé un pavé dans la mare en juillet dans le [Journal du dimanche](#) : "Cette grippe n'est pas dangereuse. On s'est rendu compte qu'elle était peut-être même un peu moins dangereuse que la grippe saisonnière. Alors maintenant, il faut siffler la fin de la partie !, n'avait-il pas craint d'affirmer. Tout ce que nous faisons ne sert qu'à nous faire peur. Oui, cette grippe fuse très vite. Et après ? Un malade en contamine deux ou trois, contre un pour une grippe classique. **Mais cela reste une grippette.** (...) Il y a 800 cas répertoriés en France. C'est une plaisanterie ! Va-t-on se mettre à comptabiliser les diarrhées ?" Embarras dans la majorité et tentative de déconsidérer l'opinion du médecin UMPiste, avec l'inénarrable Roselyne Bachelot en fer de lance : "Bernard Debré est un excellent urologue, *déclare au Figaro la pharmacienne devenue ministre*. Pour ma part, j'aborde cette pandémie avec le plus grand sérieux. Je ne me base pas sur l'avis de politiciens et je ne cherche pas à faire des coups médiatiques. Depuis le début, je consulte les meilleurs médecins virologues, infectiologues et épidémiologistes français et européens. Or, si j'en juge par leurs déclarations dans la presse, ces spécialistes considèrent

que la réponse du gouvernement face à cette crise sanitaire est juste et proportionnée. » *Opinion radicalement opposée du P Debré* : « Tout ce que nous faisons ne sert qu'à nous faire peur. Or il est inutile d'affoler les populations sauf à vouloir leur marteler, à des fins politiques, le message suivant : bonnes gens dormez sans crainte, nous veillons sur vous. », lit-on [sur Slate.fr](http://sur.Slate.fr). La tentative de diversion de Bachelot ne donne pas le change : virologue ou pas, Debré s'appuie sur les chiffres des morts causés par la maladie. Ainsi, lorsqu'un journaliste de France Soir lui demande, le 17 septembre dernier : "Emploieriez-vous de nouveau le terme de « grippette sans danger » aujourd'hui ?", il répond sans hésitation : "Mais oui ! Le terme de « grippette » est une traduction d'un mot anglais employé en juillet dernier lors d'une conférence en Angleterre, où de nombreux virologues, médecins, chercheurs se sont accordé à dire que le virus H1N1 est plus contagieux que la grippe saisonnière mais moins dangereux. Rendez-vous compte, lorsque la grippe saisonnière fait 500 000 morts par an dans le monde, le H1N1, qui a déjà fait le tour de la planète, n'en a fait, fort heureusement, « que » 3 200 pour le moment." Pourquoi dans ce cas continuer de s'exciter comme ça ?



François Fillon en personne, comme [le raconte Les Echos](http://Les Echos), est monté au créneau de l'**hystérie pro-vaccination** : "Je fais appel à la responsabilité de chacun, et notamment, parce que c'est le plus important, à celle des

personnels de santé, a déclaré hier le Premier ministre. Nous avons besoin d'eux pour protéger l'ensemble des Français, nous avons donc besoin, naturellement, qu'ils soient vaccinés. » « On se vaccine aussi pour protéger les autres », a rappelé la ministre de la Santé, **Roselyne Bachelot**, qui « n'imagine pas » que des médecins refusent de se faire vacciner, au « risque de contaminer leurs propres malades ». L'Ordre des médecins a lui aussi battu le rappel, mardi, demandant aux professionnels de « se faire vacciner et d'inciter leurs patients à se faire vacciner". Contre une grippette dont l'immense majorité des gens guérissent en trois jours ? Allons, est-ce bien sérieux ? Pourquoi cet acharnement à exhorter les citoyens à se vacciner ? C'est tout simple : la France a pré-acheté 94 millions de doses de vaccins, pour un montant d'un milliard d'euros (et on veut taxer les indemnités des accidentés du travail pour en récupérer 150 millions...). "Il faut deux doses par personne et 94 millions de doses permettent de vacciner les deux-tiers des Français, [explique L'Express](http://L'Express). Mais selon les experts, vacciner un Français sur deux, soit environ 30 millions de personnes, suffirait à protéger l'ensemble de la population." Notre ami le docteur **Christian Lehmann s'étonnait le 22 septembre**, soit avant l'autorisation de mise sur le



le marché (AMM) du vaccin, que la messe fût déjà dite et les autorités persuadées à l'avance de sa nécessité impérieuse : "Interrogée à plusieurs reprises après la divulgation de sondages révélant qu'à l'heure actuelle, près de la moitié des professionnels de santé expriment des doutes sur leur décision de se vacciner éventuellement, Roselyne Bachelot s'est fendue de la déclaration suivante : « Je n'imagine pas qu'un professionnel de santé puisse ne pas se faire vacciner ». Singulier manque d'imagination, surtout lorsqu'on imagine aisément que ces sondages, ces prises de position, doivent bien être parvenus aux oreilles de la Ministre... qui recevait donc, en fin de semaine, les représentants des syndicats de médecins libéraux, afin de

les exhorter à porter la bonne parole, comme le révèle Le Quotidien du Médecin aujourd'hui. On jugera de la pression qui a été mise sur ces confrères, on jugera aussi de la proximité de certains d'entre eux (grands perdants des dernières élections professionnelles mais maintenus en place par quelque tour de passe-passe législatif) vis-à-vis du pouvoir politique, ou de leur finesse, en fonction de leur réponse. Certains bottent en attendant les conclusions des essais en cours (C'est bien le moins, et c'est une prudence minimale, médicale autant que politique), d'autres n'hésitent pas à se manifester comme champion du monde du petit doigt sur la couture du pantalon."



Le pire de tous est sans doute le docteur **Christian Jeambrun**, président du Syndicat des médecins libéraux, qui s'est fendu de l'ahurissante déclaration suivante - qu'on ne se méprenne pas au vu de sa photo rigolarde ci-contre, il ne plaisante pas : "Face à la pandémie, les médecins sont là pour prêter main-forte aux pouvoirs publics. Nous allons vivre un état de guerre. Les libéraux ne sauraient exprimer le moindre état d'âme personnel sur le vaccin, sauf à provoquer un effet démobilisateur sur les patients qui serait désastreux. Se faire vacciner est certes un choix individuel. Mais, compte tenu de l'exemplarité qui doit être la leur, les médecins qui refusent personnellement le vaccin devront avoir à cœur de ne pas en faire état auprès de leurs patients". Rappelons à nouveau que ces propos ont été tenus avant l'AMM, alors qu'on ne savait donc rien des bienfaits thérapeutiques ou des éventuels méfaits et dangers du vaccin en question ! D'où la citation fort à propos par Christian Lehmann du code de déontologie médicale : "Article 14 (article R.4127-14 du code de la santé publique) : Les médecins ne doivent pas divulguer dans les milieux médicaux un procédé nouveau de diagnostic ou de traitement insuffisamment éprouvé sans accompagner leur communication des réserves qui s'imposent. Ils ne doivent pas faire une telle divulgation dans le public non médical ; Article 35 (article R.4127-35 du code de la santé publique) : Le médecin doit à la personne qu'il examine, qu'il soigne ou qu'il conseille une information loyale, claire et appropriée sur son état, les investigations et les soins qu'il lui propose. (...)" Dans cette affaire, le gouvernement en premier lieu, et ensuite les membres du corps médical qui le suivent, se dont donc joyeusement assis sur le code de la santé publique. Mais le pire n'est pas là : nous verrons dans une seconde partie qu'il est possible que ce forcing pratiqué pour convaincre les Français de se vacciner pourrait avoir des conséquences dramatiques. S'est-on en effet bien assuré non seulement de l'efficacité du vaccin, mais surtout de sa non-dangerosité ? Rien n'est moins sûr.



"Alors même que les évidences épidémiologiques de bénignité de la grippe A H1N1 s'accumulent, l'argument numéro 1 invoqué par les tenants de la vaccination de masse est « la possibilité d'une mutation du virus », écrit sur son blog le docteur Marc Zaffran, plus connu sous son som de plume de **Martin Winckler**. Or, cette éventualité n'est pas seulement scientifiquement improbable, elle est aussi le principal argument qui disqualifie la vaccination : contre un virus mutant, un vaccin ne sert à rien. Démontage d'une escroquerie planétaire." Voici la fin de son texte : "en agitant la peur d'un virus qui "pourrait" devenir dangereux, on vous a vendu un vaccin qui, si le virus était vraiment devenu dangereux ne vous aurait, de toute manière, pas protégés... Il ne vous reste plus qu'un vaccin très coûteux, peut-être efficace (mais c'est pas sûr) contre un virus... bénin. Notez bien que l'OMS a dit "Le virus n'a pas muté". Sous entendu "Pour le moment".

Au printemps prochain, il sera toujours le temps de dire qu'il "a muté légèrement et qu'il faut fabriquer un NOUVEAU vaccin". C'est d'ailleurs ce que l'industrie fait depuis 30 ans avec le virus "A H3N2" pour justifier de vendre un nouveau vaccin chaque année (en laissant entendre que l'immunité acquise au contact du virus ne compte pas et que celle que conférerait le vaccin de l'année précédente est désormais caduque...). **Ca me fait penser irrésistiblement aux élixirs de jeunesse ou à faire pousser les cheveux que les charlatans vendent** dans les westerns, avant de quitter la ville nuitamment pour ne pas se faire lyncher au petit matin quand les habitants auront découvert que c'est de l'eau sucrée. Mais cette fois-ci, **le charlatan est le consortium d'entreprises les plus riches au monde, et l'escroquerie est planétaire."**



Il rejoint l'épidémiologiste **Tom Jefferson**, qui déclare dans le journal allemand *Der Spiegel* (traduit [par Alter Info](#)): "l'une des caractéristiques extraordinaires de cette grippe - et toute la saga de la grippe - c'est qu'il y a des personnes qui font des prédictions

d'une année sur l'autre et que cela devient de pire en pire. Jusqu'à présent aucune d'entre elles ne se sont réalisées. Par exemple, qu'est-il arrivé avec la grippe aviaire, qui était supposée nous tuer tous ? Rien. Mais cela ne stoppe pas pour autant ces personnes qui continuent à faire leurs prédictions. Parfois on a le sentiment qu'il y a tout un secteur industriel qui attend presque qu'une pandémie éclate : l'OMS et les responsables de la santé publique, les virologues et les firmes pharmaceutiques. Ils ont construit cette machine tout autour d'une pandémie imminente. Et il y a beaucoup d'argent impliqué, et d'influence, et de carrières, et des institutions entières !"

On voit bien que le plus préoccupant dans cette affaire n'est pas que le secteur industriel de la santé fasse le forcing pour vendre ses vaccins : nous sommes dans le système du capitalisme libéral, camarades, et la logique du secteur privé impose le profit comme seul et unique but à atteindre, sans aucune considération de l'intérêt général. Non, ce qui est proprement scandaleux est que les responsables de la santé publique se fassent complices de cette "escroquerie", pour reprendre le terme de Martin Winckler. Alors qu'ils sont censés, eux, ne prendre en cause que l'intérêt général. Le cas de la France, et nous visons ici directement la clique UMPiste au pouvoir, le Premier ministre et celle de la Santé faisant assaut d'hystérie pro-vaccination, comme nous l'avons établi dans la [première partie de cet article](#), est hélas emblématique. "Grippe : un nouveau dispositif de communication", claironne notre gouvernement, en spécialiste de l'art de vendre du vent. **Roselyne Bachelot**, la femme qui donnait en pleine canicule de 2003 (15 000 morts) le précieux conseil qu' "Il faut garer les voitures à l'ombre", entend cette fois-ci ne pas se laisser déborder.



Sauf qu'il n'y a avec cette grippette aucun danger et que la communication exhortant les Français à se vacciner est mensongère : c'est l'accusation portée par le président de la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, **Jean-Marie Mora**, [interrogé par L'Express](#). "Il ne s'agit pas d'information mais d'un énorme matraquage publicitaire en faveur de la vaccination. Les fabricants n'ont pas encore obtenu d'autorisations de mise sur le marché (AMM). Leurs préparations sont encore en cours d'évaluation. Pourtant, le gouvernement a déjà commandé 94 millions de doses, pour 64 millions d'habitants !", vitupère-t-il. Depuis cette interview, l'AMM a été accordée et l' "énorme matraquage

publicitaire" est encore monté d'un cran : "la France est le seul pays, avec les Etats-Unis, à faire un tel battage autour de cette "grippette", comme l'a qualifiée fin juillet le médecin et député Bernard Debré. L'Allemagne, par exemple, a commandé 25 millions de doses seulement pour 90 millions d'habitants. Je ne vois qu'une explication : la France est productrice de vaccins. Si vous voulez les vendre à l'étranger, vous vaccinez d'abord votre population. C'est comme pour les avions Rafale !" S'il faut encore vous convaincre, ajoutons une nouvelle voix de poids, celle de l'ancien directeur de la Croix rouge de 1997 à 2003, membre de l'Académie de médecine, du Conseil économique et social, ancien membre de la Halde et professeur spécialiste en maladies infectieuses et tropicales, **Marc Gentilini**, interrogé sur *France Inter* et



repris sur le blog [Danactu-résistance](#) : "Le poids qu'on attribue à la grippe A est indécent par rapport à l'ensemble de la situation sanitaire dans le monde. C'est une pandémie de l'indécence. Quand je regarde la situation de la planète, j'ai honte de voir tout ce qui est entrepris pour éviter cette grippe (...)"

La cause est entendue : les sarkozystes se font les VRP des margoulines des laboratoires pharmaceutiques - Bachelot est pharmacienne de profession ! - et quiconque se vaccinera contre la grippe A est un pigeon.

Quid de l'efficacité du vaccin ? "Pendant un certain nombre d'années, dans le cadre de la collaboration Cochrane, vous avez systématiquement évalué toutes les études menées sur l'immunisation contre la grippe saisonnière. Est ce que cela fonctionne bien ?", interroge le journaliste du *Spiegel* dans l'interview citée plus haut. Réponse de **Tom Jefferson** : "Non cela ne fonctionne pas bien. Un vaccin contre la grippe ne marche pas contre la majorité des maladies de type grippal car il vise seulement à combattre les virus de la grippe. Le vaccin ne change rien en ce qui concerne l'élévation du taux de décès pendant les mois d'hiver. Et, même dans le meilleur des cas, l'efficacité du vaccin est d'une certaine manière limitée contre les virus de la grippe. Entre autres choses, il existe toujours le danger que le virus de la grippe qui circule ait changé au moment où la production du vaccin sera achevée avec comme résultat, dans le pire des cas, que le vaccin sera totalement inefficace. Dans le meilleur des cas, les quelques études décentes qui existent montrent que le vaccin fonctionne principalement avec des jeunes adultes sains. Avec les enfants et les personnes âgées cela aide un peu, et encore."



Ca alors ! Mais ne sont-ce pas là justement les populations à qui l'on recommande avec le plus d'insistance de se faire vacciner ? "Effectivement. C'est l'une des contradictions entre les découvertes scientifiques et la réalité, entre la preuve et la pratique", observe l'épidémiologiste, qui l'explique ainsi : "Bien sûr cela a à voir avec l'influence de l'industrie pharmaceutique. Mais cela a à voir également avec le fait que l'importance de la grippe est complètement surestimée. C'est liée aux financements pour la recherche, le pouvoir, l'influence et les réputations scientifiques !" La question du journaliste coule alors de source : "Donc actuellement est-ce raisonnable de continuer à vacciner contre la grippe saisonnière ?" "Je ne vois aucune raison de le faire mais ce n'est pas moi qui prends les décisions", tranche Jefferson. Même son de cloche chez Jean-Marie Mora dans *L'Express* : "De nombreuses études épidémiologiques montrent que le vaccin contre la grippe saisonnière ne marche pas sur les enfants, pas sur les vieillards et peu sur les adultes. Pourquoi voulez-vous que celui contre la grippe A soit plus efficace ?" La rédaction de

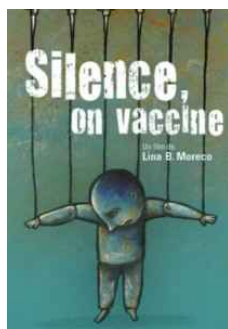
l'hebdomadaire ajoute ici une note : "le vaccin contre la grippe A cible une seule souche, à la différence du vaccin contre la grippe saisonnière. Il devrait donc être efficace à 100%, "présume-t-on" à la Direction générale de la santé que nous avons interrogée". On note le "présume-t-on" : d'abord, ils n'en sont même pas sûrs et ensuite, si ça marche bel et bien, ça ne servira qu'à éviter une maladie extrêmement bénigne. Le jeu n'en vaut certainement pas la chandelle, d'autant que nous n'avons pas encore abordé les dangers potentiels du vaccin : "les adjuvants - l'aluminium, le mercure, le squalène - qu'il contient sont dangereux pour la santé", assène Mora. La rédaction de L'Express, qu'on sent effrayée de publier cette mise en garde, y ajoute à nouveau une note pour propager la bonne parole officielle : "Les autorités assurent que la pharmacovigilance sera accrue pour déceler d'éventuels effets secondaires, et rappellent que les adjuvants, qui ne sont pas indiqués pour tous, permettent d'augmenter la réponse immunitaire". Pharmacovigilance accrue ? Foutage de gueule !



Certains d'entre vous ont peut-être vu à la télévision le docteur **Marc Girard**, qui "a développé, en France, la première activité libérale de conseil en pharmacovigilance (étude des effets secondaires

médicaments) et en pharmaco-épidémiologie (application des méthodes épidémiologiques à l'évaluation des effets médicamenteux, qu'ils soient bénéfiques ou indésirables)", nous enseigne la [biographie en ligne](#) sur son blog. Un spécialiste, donc. Que dit-il ? "On développe un vaccin dans des conditions d'amateurisme que je n'ai jamais vues", s'alarme-t-il sur France 24 ([en vidéo ici](#)).

"Un vaccin qui est absolument développé à la va-vite, dans des conditions qui **mettent en danger la santé publique** (...). Qu'on revienne à l'obligation qu'ont les politiques actuellement de protéger les citoyens contre le désir de l'industrie pharmaceutique de faire de l'argent avec les vaccins !" On voit que nos amis sarkozystes ont choisi de faire exactement le contraire. Dans la même émission, Jennifer Knock, spécialiste santé de France 24, lâche cette information : "On a été au Royaume-Uni récemment et on a découvert quand même que GlaxoSmithKline, pour accélérer le processus de fabrication du vaccin, avait exceptionnellement mis **du mercure dans ses vaccins**". Or le documentaire *Silence on vaccine*, diffusé sur France 5 en 2008 (et visionnable [sur Google videos](#)), a lancé l'alerte : "Les vaccins occupent une grande place dans la politique de santé publique, expose son synopsis. Leurs bienfaits sont incontestables. Ils font néanmoins des victimes, dont on ne parle guère, souvent atteintes de maladies immunitaires ou neurologiques. Le film, enquête en France, aux Etats-Unis et au Canada, et cherche à savoir s'il existe un lien de causalité entre vaccin et maladie. Il cherche aussi à déterminer le sort des victimes et à comprendre, dans la logique 'bénéfice-risque', si le bénéfice collectif n'occulte pas le risque des individus. Au-delà, il s'interroge sur la liberté individuelle face à la vaccination, alors même que cet acte médical se multiplie, notamment pour les enfants". **Lourdement soupçonné de pouvoir causer des troubles neurologiques**



graves, le mercure... Le britannique GlaxoSmithKline (GSK) est l'un des quatre producteurs de vaccins anti-grippe A, avec l'américain Baxter, le suisse Novartis et le français Sanofi Pasteur. Si GSK a inclus du mercure, qu'ont fait les autres ? Nous n'avons pu trouver de réponse. Et pour cause...



Le docteur Girard était également invité de l'émission de France 5 [C dans l'air](#), où il lâchait : "Dans le climat de précipitation, il y a beaucoup de choses qui ne sont pas publiées actuellement". Voilà pourquoi **on nous**

exhorte à la vaccination sans que l'on puisse savoir ce qu'on va exactement nous injecter ! Girard s'étonnait aussi du calendrier prévu pour l'obtention de l'AMM, avec des arguments qu'il développe par écrit [sur son blog](#) : "Il est démontré dans cet article : que plus la Ministre de la santé cherche à se justifier quant aux autorisations (AMM) **de complaisance** qu'elle s'apprête à délivrer, plus elle s'enferme ; que les vaccins contre la grippe saisonnière se singularisent par leur **neurotoxicité**, et que les experts de l'administration en sont **parfaitement informés** ; qu'en matière de vaccination, l'administration sanitaire française n'a déjà pas eu peur de recommander des **expérimentations sauvages, fût-ce "chez les enfants et les nourrissons"**". Un nouveau scandale sanitaire s'annonce-t-il ?

"Avec une insensibilité au ridicule qui finit par forcer le respect, le Ministre de la santé finit par affirmer : « Nous recevons les premiers vaccins de différents laboratoires, mais la question qui est posée c'est évidemment celle des autorisations de mise sur le marché. Il n'est pas question de commencer à vacciner sans que les procédures de sécurité soient complètement terminées (...) Les laboratoires nous disent (...) que les procédures pourraient nous permettre de commencer la vaccination fin octobre ». Les Français savent désormais à quoi s'en tenir : pour la première fois sans doute dans l'histoire de la pharmacie, **ce sont les laboratoires qui fixent le calendrier de ces « procédures de sécurité » que l'on appelle AMM !** On croit rêver... Que dirait-on d'un enseignant qui, avant même qu'ils n'aient passé l'examen, annoncerait à ses étudiants : "venez tous le 1^{er} juillet pour chercher vos diplômes (avec mention...)" ? Mutatis mutandis, cela a pourtant été textuellement le discours du ministère aux fabricants - au moins jusqu'à cette déclaration du 11/09/09. Désormais, ce sont les étudiants qui disent à leur professeur - et toujours avant l'examen : "le 1^{er} juillet, vous viendrez nous apporter notre diplôme avec mention"...

Cette anarchie réglementaire est d'autant plus préoccupante qu'il existe des précédents effroyables avec **d'autres vaccins.**" A quoi notre spécialiste de la pharmaco-épidémiologie fait-il allusion ? "En juin 1994, alertée par un nombre inhabituel d'accidents neurologiques, l'Agence du médicament lance une enquête de pharmacovigilance sur les vaccins contre l'hépatite B. Le 15/12/94, dès leur première présentation devant la Commission nationale de pharmacovigilance, les rapporteurs (alors parfaitement inconscients du scandale qui va bientôt éclater dans les médias) confirment que, de fait, les vaccins contre l'hépatite B "se singularisent" par "la survenue d'**effets neurologiques graves**". Et ils ajoutent incidemment qu'au terme de leurs recherches bibliographiques, les vaccins en général n'apparaissent pas neurotoxiques, à deux exceptions près toutefois : celui contre la coqueluche, et celui... **contre la grippe !**" Froid dans le dos ? Ce n'est pas fini ! "A ce

moment (où rien n'avait encore filtré dans les médias), la réalité d'un risque neurologique lié à la vaccination contre l'hépatite B était donc admise comme allant de soi : en conséquence, il était encore possible de tout arrêter du plan lancé par M. Douste-Blazy seulement trois mois plus tôt (les modalités de la campagne scolaire en étant encore à la simple mise en place). Or, au lieu de recommander instamment cette décision de bon sens, les rapporteurs de l'enquête ne frémissent pas de conclure posément : "compte tenu de l'élargissement prochain de la vaccination (...), l'enquête sur les effets neurologiques des vaccins doit rester en ouverte ».



On est **en pleine expérimentation humaine...** Mais les choses vont aller encore plus loin. Moins d'un an plus tard, le 12-10-95, les mêmes se retrouvent dans les mêmes circonstances pour faire le bilan de la situation alors que le programme de vaccination scolaire (classes de 6^e) est désormais en place depuis le début de l'année. Cette fois, la Commission n'y va pas par quatre chemins et conclut textuellement : "Par ailleurs, la Commission nationale de pharmacovigilance souhaite que l'enquête reste ouverte, afin d'évaluer la sécurité d'emploi des vaccins anti-hépatite B chez les enfants et les nourrissons".

On a bien lu : **la Commission de pharmacovigilance a ouvertement souhaité que soit « évaluée » in vivo et a posteriori la sécurité du vaccin – et chez les enfants et les nourrissons en plus !**

Du même coup, elle a admis que les évaluations essentielles de tolérance – même chez les « espèces protégées » de la recherche clinique (cf. [Vacciner ou pas ?](#)) n'avaient simplement pas été faites : rappelons qu'à la différence des vaccins antigrippaux qu'on nous promet pour le 15/10/09 (si les fabricants veulent bien prendre l'AMM...), **les vaccins anti-hépatite dont il était question à l'époque n'avaient nullement été développés à la va-vite, mais sur plusieurs années.**

Qui croit la Ministre quand elle soutient qu'en France, "il n'est pas question de commencer à vacciner sans que les procédures de sécurité soient complètement terminées" ?" Pas nous !

En conclusion, nous accusons nos gouvernants, par leur campagne éhontée en faveur de la vaccination, de ne prendre en compte que les intérêts de l'industrie pharmaceutique au risque de mettre gravement en péril la santé publique. Encore une pièce à verser au lourd dossier du sarkozysme : [dehors, l'Union des menteurs professionnels !](#)

(*) **Olivier Bonnet.** Journaliste (carte de presse N° 79839), diplômé en Droit et Sciences Politiques, formé en 1991 à l'Événement du Jeudi. Localisé dans les Bouches-du-Rhône, je collabore à une publication nationale et suis salarié du city magazine de la ville de Martigues. Mon site, [Plume de presse](#), nommé par le magazine Challenges dans les 7 meilleurs blogs politiques français, a déjà fait l'objet de référencements par Rézo.net, Wikipédia, la revue de presse de Yahoo, De source sûre, Rue89, Politis.fr et Politis papier, l'Obs.com, Libération.fr et Libération papier, Acrimed, Bellaciao, Arrêt sur images ou encore le site de la Télé Suisse Romande. En termes d'audience, depuis le 14 février 2006, 1 839 000 visiteurs uniques (au 14 février 2009). Je suis aussi l'auteur de Sarkozy, la grande manipulation, aux Éditions Les points sur les i (mai 2008).